



Des lanceurs d'alerte révèlent les mensonges de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Par [Tony Cartalucci](#)

Mondialisation.ca, 22 novembre 2019

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Des lanceurs d'alerte viennent de révéler ce que beaucoup devinaient depuis le début – que l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a délibérément modifié divers rapports et supprimé des preuves concernant des attaques présumées à l'arme chimique en Syrie pour aider à renforcer la propagande de guerre américaine.

La Fondation Courage - [composée](#) de divers lanceurs d'alerte et journalistes d'investigation - dans une déclaration [intitulée](#) « un comité critique les «pratiques inacceptables» de l'OIAC dans son enquête sur l'attaque chimique de la Douma, Syrie, du 7 avril 2018», conclut que (non souligné dans l'original) :

Sur la base de l'exposé détaillé du lanceur d'alerte, y compris les courriels internes, les échanges de textes et les projets de rapports supprimés, nous sommes unanimes à exprimer notre inquiétude face aux pratiques inacceptables dans l'enquête sur l'attaque chimique présumée à Douma, près de la capitale syrienne de Damas, le 7 avril 2018. **Nous avons été convaincus par les témoignages que des informations importantes sur les analyses chimiques, les consultations toxicologiques, les études balistiques et les témoignages des témoins ont été supprimées, visiblement dans le but d'obtenir une conclusion prédéfinie.**

Le panel a demandé à l'OIAC de réexaminer son enquête sur l'attaque présumée de Douma en 2018, en déclarant :

Cela contribuerait à rétablir la crédibilité de l'OIAC et à montrer son engagement en faveur de la transparence, de l'impartialité et de l'indépendance. Il est de la plus haute importance de rétablir la confiance dans les procédures de vérification sur lesquelles repose l'application des interdictions de la Convention sur les armes chimiques.

Le groupe comprenait un membre de l'OIAC lui-même – José Bustani [*viré et menacé sous pression américaine, NdT*] – qui a en fait été le premier directeur général de l'OIAC. Celui-ci [conclut](#) :

Les preuves convaincantes d'un comportement irrégulier dans l'enquête de l'OIAC sur l'attaque chimique présumée de Douma confirment les doutes et les

soupçons que j'avais déjà. Je n'arrivais pas à comprendre ce que je lisais dans la presse internationale. Même les rapports officiels d'enquête semblaient, au mieux, incohérents. Le tableau est certainement plus clair maintenant, bien que très inquiétant.

Une présentation détaillée des éléments de preuve qui ont été supprimés peut être [consultée ici](#).

Confirmer l'évidence

Depuis le début, le rôle de l'OIAC en Syrie était clairement de fournir un prétexte aux États-Unis pour une intervention militaire directe.

Malgré cet objectif évident, et parce que de nombreux membres du personnel de l'OIAC sont des professionnels ayant des principes, comme le montrent les actes des lanceurs d'alerte, l'OIAC a eu recours à des méthodes très subtiles pour déformer les résultats de ses rapports et formuler ses conclusions de manière à ce que les médias puissent combler les lacunes ou l'ambiguïté des rapports pour lesquelles l'organisation n'osait pas directement mentir.

Malgré les informations contenues dans leurs propres rapports, qui réfutent incontestablement les allégations selon lesquelles le gouvernement syrien aurait utilisé des armes chimiques ou qui admettent qu'aucune allégation fondée sur des faits ne pouvait même être faite alors que les enquêteurs ne se rendaient souvent jamais sur les lieux des attaques présumées, l'OIAC publiera plusieurs conclusions à motivation politique qui nourriront directement la propagande de guerre américaine.

La présumée attaque chimique de Douma en 2018 en est peut-être [l'exemple le plus pertinent](#), les détails de l'attaque présumée étant clairsemés et peu convaincants et le rapport final de l'OIAC comprenant même une photo prise dans une usine d'armes des militants où un cylindre semblable à ceux qui avaient servi à l'attaque a été trouvé parmi des munitions en cours de préparation.

Le rapport contient également des photographies des trous qui auraient été faits sur les toits par ce que l'on prétendait être des munitions chimiques, mais notait que les bâtiments adjacents avaient des cratères et des trous similaires qui n'étaient manifestement pas dus à des munitions chimiques. En d'autres termes, tout porte à croire que les récipients de gaz ont probablement été mis en place en tirant parti des trous et des cratères créés par des armes classiques.

En dépit de ces preuves suggérant que l'attaque n'était qu'une mise en scène, l'OIAC a choisi de les supprimer ou de les minimiser et d'utiliser un langage ambigu pour permettre aux sources médiatiques occidentales de présenter le rapport comme une « *confirmation* » que non seulement une attaque a eu lieu, mais que c'est le gouvernement syrien qui en était à l'origine.

Ce n'est qu'en lisant soi-même le rapport de l'OIAC que l'on pouvait savoir à quel point les accusations portées contre le gouvernement syrien étaient faibles et que, malgré les manchettes des médias occidentaux accusant le gouvernement syrien, des éléments du rapport montraient du doigt les militants soutenus par les États-Unis opérant dans la région à ce moment-là.

Armes de destruction massive 2.0

Après avoir organisé un conflit par procuration en Syrie en 2011, qui allait plus tard s'enliser, les États-Unis ont cherché à reproduire leurs « succès » en Libye et en Irak en cherchant une justification pour une intervention militaire directe. Les États-Unis ont utilisé le prétexte des militants qu'ils avaient eux-mêmes armés et déchaînés à travers la Syrie, y compris le soi-disant État islamique, pour déployer des forces militaires sur le territoire syrien.

Du coup, ils ont utilisé à plusieurs reprises l'excuse de présumées attaques chimiques dans le but d'établir un consensus international en faveur d'une intervention militaire contre Damas.

Cependant, il semble que le monde comprenait que les États-Unis répétaient - essentiellement - des mensonges presque identiques à ceux qu'ils avaient utilisés à l'égard de l'Irak - littéralement la nation la plus proche de la Syrie - avec des histoires d'« armes de destruction massive » dans le but d'intervenir et de détruire une nouvelle nation du Proche-Orient.

Grâce à cette méfiance mondiale croissante et l'intervention militaire de la Russie en Syrie en 2015, l'agression militaire américaine a été contrecarrée. Les médias alternatifs mondiaux de plus en plus nombreux ont aidé à montrer le vrai visage de cette 2ème version d'un récit sur des armes de destruction massive.

Aujourd'hui, car cet élan s'est poursuivi, l'OIAC est de nouveau sous les feux de la rampe grâce au récent groupe d'experts de la *Fondation Courage* afin d'exposer enfin et peut-être même de tenir responsables ceux qui, au sein de l'OIAC, ont tenté d'utiliser l'organisation pour faciliter une propagande de guerre plutôt que pour remplir son mandat. Le panel et les médias alternatifs qui en font la promotion célèbrent également ceux qui, au sein de l'OIAC, ont le courage de dénoncer ces irrégularités.

Alors que le conflit syrien touche à sa fin en faveur de Damas et de ses alliés - et que les États-Unis et leur groupe d'alliés ont organisé une autre tentative préméditée de destruction d'une nation et de son peuple - un panel exposant l'inconvenance de l'OIAC et sa place dans la propagande occidentale de la guerre pourrait sembler sans pertinence.

Mais il est absolument essentiel d'exposer en détail ce qui a été fait en Syrie, que la guerre soit terminée ou non et quelle que soit l'issue favorable qu'elle a eue pour Damas et le peuple syrien, afin d'éviter que des irrégularités similaires ne soient utilisées contre la prochaine nation qui se trouve dans la ligne de mire de Washington.

Tony Cartalucci

Article original en anglais :



[Syria: OPCW Whistleblowers Confirm What We Already Knew. The OPCW Suppressed Evidence Regarding alleged Chemical Weapons Attack](#), le 6 novembre

2019.

Traduit par Wayan, relu par San pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Tony Cartalucci](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **[Tony Cartalucci](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca